

Dans cette étude, nous entreprenons de décrire le paysage de l'action collective comme elle a été formée pendant les dernières années et comme se structure aujourd'hui en Grèce. A travers l'élaboration des éléments que nous avons acquis de l'enquête empirique que nous avons réalisée, nous essayons de tirer des conclusions, de comprendre et d'interpréter simultanément les tendances, les conditions et les directions du militantisme grec contemporain et des mouvements sociaux actuels du pays. Quels sont les points de départ et les conditions de l'engagement politique des Grecs et des Grecques, quels sont les cadres revendicatifs et les sens communs structurés, quels sont la morphologie et le contenu idéologique des manifestations d'action collective? Voilà les interrogations auxquelles nous entreprenons de répondre.

Dans ce cadre alors, nous avons réalisé une série d'entretiens avec des militants et des militantes provenant d'un spectre large d'espaces politiques et sociaux. Nous avons essayé de former un échantillon autant que représentatif possible, tandis qu'il serait évidemment impossible que soit couverte avec une enquête qualitative toute l'amplitude des mouvements, des partis et des organisations. Parmi les individus qui ont discuté avec nous, se trouvent des militant(e)s des partis politiques de la gauche grecque, parlementaire et extraparlémentaire, aussi bien que militant(e)s d'organisations féministes, écologistes, d'associations et de mouvements pour les droits sociaux, contre l'exclusion sociale et pour les immigrants, de syndicats, d'Organisations Non Gouvernementales.

Le groupe d'âge que nous avons couvert avec les entretiens oscille entre les 24 et les 35 ans. Nous avons choisi de discuter avec des militant(e)s de base, voire d'âge relativement jeune, mais aussi sans place élevée à la hiérarchie de leurs groupements, considérant qu'aux militant(e)s qui remplissent ces présuppositions se reflètent très nettement les nouvelles caractéristiques de l'engagement politique.

Dans la grille des questions que nous avons comprises à notre questionnaire, nous avons posé une série de paramètres critiques, concernant le trajet de la politisation et de l'engagement des militants, la formation de leurs codes de valeurs politiques et sociales, leurs directions idéologiques, le rapport entre l'individu et la collectivité, le placement face aux formes de participation politique et aux configurations d'action politique et sociale.

I. Le processus de politisation, les valeurs, l'intégration à la collectivité

Nous développerons notre réflexion sur les conclusions de notre enquête, en suivant la formation et la logique de structuration des thématiques que nous avons voulu toucher aux questionnaires des entretiens réalisés.

Nous avons essayé de détecter les origines politiques des interviewé(e)s à travers leur entourage familial et le climat politique qui y dominait. Un premier élément significatif, toutefois peu étonnant, est que les parents des interviewé(e)s, dans leur grande majorité, appartenaient à l'espace politique de la gauche et provenaient eux-mêmes d'une tradition politique familiale pareille. La plupart d'eux ont été actifs aux lignes des partis de la gauche tandis que moins étaient ceux qui ont développé d'action syndicale parallèlement à leur

engagement à un parti. Qui plus est, ceux qui avaient une attache plus lâche avec le groupement politique de leur choix, se sont progressivement distancés de l'activité politique, en gardant un rapport relâche, limité à la participation aux manifestations, à un intérêt général sur la politique et souvent à une activité syndicale atone. Respectivement, il paraît que leurs enfants s'orientent souvent vers des espaces politiques alternatifs, vers des groupements indépendants de gauche, vers la gauche radicale et extraparlamentaire ou vers des organisations féministes et écologistes, vers des associations des droits sociaux et des ONG. Bien au contraire, ceux qui avaient une attache plus stable à un groupement politique ou à un parti, en règle générale maintiennent cette attache, tandis que, en certains cas, il paraît que ce choix conditionne aussi les orientations politiques de leurs enfants.

Pourtant, si le contact fort avec la politique constitue une tradition qui en grande partie continue dans les générations plus jeunes, néanmoins les modalités et la logique de la politisation se différencient, très souvent de façon radicale. La différenciation commence par les espaces et les structures d'action politique que choisissent les plus jeunes. La plupart ont parlé d'une «différenciation structurelle»: ils/elles ont montré une méfiance plus forte face aux partis, semblent ne pas facilement accepter les structures organisationnelles inflexibles, recherchent des plus grandes marges de participation à la prise des décisions et à la désignation de l'action, tandis que leur attachement au groupement auquel s'activent paraît plutôt relâche et de toute façon non exclusive, unique ou pour la vie.

Ainsi, une militante décrit de la façon suivante cette différence structurelle mentionnée ci-dessus: «mes parents, le mode de leur activité politique, était que venait la ligne et après on passait à une action déterminée à priori». La plupart des interviewé(e)s cherchent à participer de façon équivalente à la conformation du point de vue commun, à travers des procédures de discussion à la base, dans lesquelles s'imprime l'action collective et ses objectifs. Pour leurs parents, l'action politique ne passait pas par de procédures pareilles mais était plutôt «partisane». La méfiance face aux mécanismes de parti n'est pas toutefois absolue et n'implique pas de refus complet. Au contraire, un point commun à la perception politique des deux générations est souvent l'idée «qu'il faut qu'on soit dans un parti afin de changer quelque chose». Cependant, le désir de se différencier par l'adhérence à un «parti traditionnel» paraît intense. En effet, une structure organisationnelle «de hiérarchie rigide» où «n'existent pas d'opinions différentes et il faut qu'on soit d'accord avec une ligne décidée par les autres et menée par les militants», où il y a «des dirigeants et des lignes», n'est pas toujours tolérable et admissible par les plus jeunes militant(e)s.

La tendance générale qui émerge et différencie les plus jeunes militants de la génération antérieure est qu'ils et elles sont de moins en moins disposé(e)s de «se subordonner» aux ankyloses structurelles, même encore aux objectifs et aux priorités idéologiques de l'espace de leur engagement, qu'il s'agisse de parti ou non. Un dernier élément, mentionné par la plupart des interviewé(e)s en tant que point de différenciation du modèle d'adhérence de leurs parents, est l'engagement plus relâché, même multiple. En opposition avec une tradition antérieure qui parfois «ne peut pas concevoir les gens de gauche dehors du parti» et autrefois trouve «inconcevable le déplacement d'un espace politique à un autre», les militant(e)s d'aujourd'hui semblent plus ouvert(e)s à des points de vue et aux perceptions politiques différents, autant au sein du groupement ou s'activent politiquement que vis-à-vis des autres espaces. L'engagement semble moins fixe, stable et persistante et plutôt sous interrogation permanente, tandis que les frontières et les limites entre les espaces et les perceptions politiques deviennent poreuses, tracées de façon moins inébranlable.

Examinons maintenant comment se spécialisent les éléments que nous avons décrit ci-dessus et qui constituent une rupture, non absolue mais essentielle, avec une expérience antérieure d'engagement politique. Nous avons demandé aux interviewé(e)s de s'autodéterminer selon le critère de leur placement idéologique et les réponses reçues ont été exceptionnellement intéressantes.

L'image générale : nous avons observé une difficulté diffuse et intense des militant(e)s à s'autodéterminer suivant ce critère. Dans un seul cas, plutôt exceptionnel, l'interviewé a démontré une promptitude directe et une aise remarquable de réponse. C'est un militant de la jeunesse de PASOK qui a répondu immédiatement, toutefois en reproduisant la phraséologie et les stéréotypes du discours politique formel du parti auquel il appartient. C'est intéressant qu'en aucun autre cas d'autoplacement l'interviewé(e) n'a reproduit le discours formel de l'espace politique de son appartenance. Bien sur il y avait d'autres réponses de degré de certitude élevé. Ainsi, un militant de la jeunesse du KKE a répondu qu'il se placerait «près de l'approche marxiste-léniniste» et lorsque nous l'avons demandé s'il déclare qu'il est communiste il a répondu positivement, tandis qu'une militante du NAR (parti de la gauche radicale) a répondu qu'elle «a plus conclut» après avoir déclaré initialement qu'elle considère qu'elle appartient «généralement à l'espace politique de la gauche». Aux autres cas, la perplexité devant une telle question était plus manifeste. La difficulté de se classer à une identité idéologique catégoriquement déterminée a été exprimée en plusieurs cas, quand par exemple le placement initial s'accompagnait d'une expression de modération comme «peut-être», «plutôt», «je ne sais pas, je cherche toujours» ou même «je préfère ne pas avoir un placement idéologique fixe». Quelques interviewé(e) ont répondu qu'ils/elles ne pourraient se placer qu'«en excluant» les orientations politiques incompatibles à leurs choix, tandis que la majorité ont préféré se placer «près» ou «vers» un courant politique plus large ou une tradition politique («courant marxiste», «tradition trotskiste», «gauche rénovatrice», «gauche libertaire», «tradition d'autonomie»). Il faut marquer à ce point-ci que cet absence de certitude caractérise les réponses des militant(e)s qui s'activent également aux ONG, aux organisations féministes, écologistes ou antiracistes mais aussi aux partis politiques. S'il faudrait résumer le point de vue dominant, la formulation d'une militante provenant d'un espace partisan le condense de façon très précise: «Je dirais que je me place à la gauche... mais sans qu'il m'intéresse d'être placée quelque part, je ne serais pas déterminée par ce placement».

Nous dirions qu'il s'agit d'un refus d'incarcération à des cadres idéologiques et politiques rigoureusement déterminés. L'étanchéité des espaces politiques et des identités collectives correspondantes, exceptionnellement résistante jusqu'à récemment en Grèce, semble se briser à un degré considérable. Voilà ce que démontre la mobilité intense entre les espaces politiques qui caractérise le trajet de politisation de la plupart des interviewé(e)s.

La tendance générale est la quête et l'expérimentation. Les militants recherchent simultanément «l'établissement organisé» et une structure organisationnelle «ouverte». On essaie ainsi de nombreux espaces politiques, sans hésiter cependant de se retirer si ces espaces ne s'harmonisent pas avec leurs exigences et leurs attentes personnelles. Les objections concernent le plus souvent les questions de démocratie intérieure des collectivités, de participation des membres, de processus de prise des décisions et de degré d'«ouverture». La forme d'organisation la plus stricte et inflexible est celle du centralisme démocratique, un principe adopté par les groupements les plus traditionnels de la gauche (surtout le KKE mais aussi certains groupements de la gauche extraparlamentaire). Ce principe, qui implique une «direction du sommet vers la base», a été «oppressif» et finalement répugnant pour plusieurs militants qui ont vu ce principe mise en œuvre.

Nous constatons que globalement les militant(e)s recherchent les structures et les espaces qui leur permettent les plus grandes marges de participation libre et équivalente. Les espaces rigoureusement retranchés, le point de vue absolu, inconditionnel et introverti, le fonctionnement centralisé et concentré ainsi que l'absence de tolérance face aux divergences par les lignes idéologiques centrales repoussent les plus jeunes militant(e)s plutôt que les attirent. En outre, la quête et le sens de la politisation semble être moins l'assujettissement à un objectif commun ou à une idéologie visionnaire et plutôt la recherche d'un débat « qui nous laisse dire ce que nous voulons dire, nous pose des interrogations au lieu de transmettre un point de vue préfabriqué » et dans lequel « on a le droit au désaccord, à la divergence, et le désaccord a un poids ». En plus de cela, la plupart des militant(e)s ont été persuadé(e)s à s'engager à une collectivité après avoir déjà une expérience de débats ou de participation aux processus et démarches collectifs, comme par exemple aux Assemblées Générales, aux mobilisations syndicales et aux activités diverses (un festival d'antiracisme, une campagne contre le nationalisme, un contact avec des publications féministes).

Examinons ensuite quelles sont les questions sociales et politiques déterminantes pour l'engagement des jeunes militants, ainsi que les valeurs avec lesquelles se revêt leur engagement et comment celles-ci se hiérarchisent. Pour commencer, il faudra que nous remarquions que la problématique du travail, mais aussi des questions qui sont liées à celle-ci, occupe une place centrale, à la hiérarchisation des questions sociales par les militants. Dans la grande majorité des réponses que nous avons obtenues, cette problématique est essentiellement mentionnée, en tant que la question la plus critique, ou parmi les questions les plus critiques, qui ont provoqué et continuent à alimenter et à concerner l'engagement politique des militant(e)s. Ainsi, le travail est mentionné en tant que question « fondamentale » ou « centrale ». L'intensité du rôle central attribué aux rapports de travail et d'exploitation n'est pas une conséquence purement et simplement de la rhétorique de la gauche traditionnelle grecque. Par ailleurs, peu sont les interviewé(e)s qui ont directement et clairement fait référence à « l'opposition entre capital et travail » ou à « l'inégalité et à la lutte de classes », tandis que personne n'a mentionné, de façon directe ou indirecte, une certaine avant-garde de la classe ouvrière. La problématique du travail paraît obtenir des dimensions plus larges, même surpassant l'optique des classes sociales. Alors, les réponses des interviewé(e)s dévoilent un spectre ample de questions liées à l'importance centrale du travail comme désignée: La revendication « d'emploi pour tous », la réflexion sur le « chômage » et les exclusions sociales qu'il provoque, la question des salaires et de la sécurité sociale, même une extension de la discussion sur le travail au sens de la privation et de la dépossession du temps nécessaire pour vivre. Par surcroît, c'est remarquable que pour la plupart des militant(e)s la prise de conscience du poids spécial des revendications par rapport au travail soit liée à leur insertion au marché de travail et à la production. « Mon point de vue a été substantiellement influencé par mon entrée au marché d'emploi » est une phrase que nous avons entendue en plusieurs reprises. Et c'est dans ce milieu ambiant que se renforce le désir de revendications, d'autant plus par rapport aux « nouvelles formes de travail », comme, en titre indicatif, le travail flexible, la mobilité d'emploi, la fluidité qui implique une insécurité accrue en ce qui concerne le travail, aussi bien que l'intensification des rythmes de travail et l'exigence continue de productivité de plus en plus augmentée. Ce sont les nouvelles données du marché de travail, en cours de développement au niveau européen et mondial, qui sensibilisent particulièrement les militant(e)s et renforcent un point de vue traditionnellement intense au champ des mouvements sociaux grecs.

Cependant, la référence au travail n'est pas l'unique. Dans tous les cas, sans exceptions, on a formulé aussi une multitude de thématiques diverses, qui déterminent et spécifient enfin les conditions et les objectifs de l'engagement. En premier lieu, une question posée par la majorité des interviewé(e)s est celle de l'éducation, voire celle de la production et de la gestion «de la connaissance». Il s'agit d'une réflexion vive, conséquence en partie de l'intensité du syndicalisme étudiant et universitaire en Grèce, mais aussi reliée aux expériences personnelles des militant(e)s, soit dans leur milieu politique et social général soit dans le cadre de leur propre trajet et activité scientifique. Il paraît que les composantes principales de cette problématique soient la question de l'accès à la connaissance et en même temps «la subordination de l'enquête scientifique et de l'éducation aux entreprises» et aux critères de productivité et de rentabilité, ainsi que la tendance de privatisation de l'éducation.

Une problématique que nous rencontrons presque dans tous les entretiens est la question des deux sexes. Ce sont principalement les femmes qui en parlent, tandis qu'au cas des hommes, même si la plupart le mentionnent, toutefois ils se limitent à une référence plutôt typique. Pour les militantes cependant, l'optique du genre commence par «les choses vécues», par les «discriminations qu'elles subissent en raison de leur sexe» et seulement plus tard se cristallise politiquement, en gardant souvent un rôle cardinal et primaire pour leur politisation. L'optique du genre, de pair avec les questions de l'oppression des homosexuels et des discriminations sexistes, occupent une place centrale à la grille personnelle de valeurs des militantes, surtout lorsqu'elles s'activent au cadre des organisations et de groupements politiques moins proches aux formes traditionnelles et partisans (évidemment aux organisations féministes, mais aussi aux associations et organisations pour les droits sociaux, aux ONG ou aux groupements politiques étudiantes). Au contraire, au sein des espaces politiques les plus «traditionnellement marxistes» de gauche, les femmes mêmes semblent inscrire leurs revendications et aspirations féministes à la question prépondérante des rapports de travail. Toutefois, pour beaucoup de celles-ci, la question féminine s'autonomise, dans leur pensée politique, et se revalorise dans leur hiérarchie personnelle de valeurs, grâce au contact avec des autres espaces politiques et autres mouvements sociaux de forte préfixe féministe. La dispersion de l'optique féministe et son expression par une série de collectivités existantes et actives s'alimentent réciproquement, en marquant l'émergence d'une dynamique autonome, d'une dynamique plutôt chétive jusqu'à récemment dans l'expérience grecque de mouvements sociaux.

Un autre élément qui semble émerger récemment et apparaît aux réponses de nombreux militant(e)s est la problématique des immigrants, du racisme et des droits des minorités. Après l'entrée en masse d'immigrants au pays, au début des années '90, parallèlement à et contre une vague de racisme intense et de xénophobie qui apparaît, se développe un mouvement de soutien aux immigrants et à leurs droits, animé principalement par les ONG et par des organisations pour les droits de l'homme. Cette problématique est promue à travers de mouvements et de revendications collectifs et progressivement s'est adoptée, en partie forcément, par les partis politiques. Ainsi, on peut constater le poids manifestement accru de cette thématique et sa présence forte au discours des interviewé(e)s. Toutefois, la même question apparaît en tant que sujet autonome principalement aux réponses des militant(e)s provenant des organisations plutôt «nouvelles» et «alternatives» qui ont par ailleurs introduit les premières cette thématique au dialogue politique public. En tout cas, nous constatons deux éléments intéressants ici: en premier lieu le fait que certains militant(e)s «découvrent» l'importance de cette dimension en s'engageant à un parti politique ainsi que d'autres commencent à attribuer de l'importance plus grande aux «questions de minorités et

de nationalisme» après des discussions et des contacts personnels avec des militants provenant d'autres courants et groupements politiques.

Au spectre des valeurs mentionnées, il faut que nous placions aussi l'écologie et l'inquiétude pour l'environnement, cependant habituellement intégrés au rapport à d'autres questions et rarement en tant que question autonomisée, souvent à côté d'une référence aux immigrants, aux droits sociaux, aux femmes. Il faut souligner aussi une certaine fluidité et interpenetration des valeurs: le travail paraît lié à l'environnement, l'optique féministe et l'éducation s'entrecoupent, les droits sociaux des exclus s'étendent sur l'éducation et le travail. Souvent, les interviewé(e)s ont souligné l'origine commune de ces questions interdépendantes, leur fond commun que constitue le système économicopolitique (néo)libéral, en se demandant par exemple «comment peut-on parler exclusivement d'écologie en même temps que c'est le système économique qui impose l'épuisement des ressources de la planète pour des raisons de concurrence et de marché ».

Après avoir examiné les valeurs investies à l'engagement, nous pouvons observer aussi un dernier paramètre: si et en quel degré l'adhérence à une collectivité ou à un groupement est contraignante, stable, exclusive. Pour commencer, c'est remarquable que dans la plupart des cas ce sont précisément les choix personnels de valeurs qui conditionnent l'engagement. Les militant(e)s semblent avoir une politisation et une conscience politique développées, soit grâce aux intérêts personnels soit grâce à leurs propres expériences, déjà avant de se tourner vers une activation concrète.

Bien sur, il ne faut pas que nous négligions la pratique de racolage de nouveaux membres, traditionnellement intense en Grèce, qui aujourd'hui encore constitue la pratique fixe de nombreux groupements politiques. Lié à cette pratique est aussi une mentalité de vie collective intense, un sens de communauté très développé pour les membres du même groupement, qui établit un « nous » compact mais aussi en grande partie clos et introverti, rigoureusement délimité vis-à-vis des codes et des points de vue différents et finalement « étrangers ». A l'intérieur de l'organisation, les membres suivent «loyalement», presque inconditionnellement, les manifestations, les positions et les analyses du groupement, tandis que l'organisation remplit le besoin de réponses.

Il s'agit alors d'un aspect de la réalité encore très intense en Grèce et en particulier aux groupements politiques qui sont très organisés (partis, principalement) et représentent des analyses et des interventions plus « globales ». Malgré tout, cette réalité survit mais simultanément est en voie de restructuration substantielle. Nous avons déjà mentionné qu'au cas de plusieurs militants l'engagement a été le résultat d'un choix personnel et non pas la conséquence de pression exercée sur eux/elles ou de pratique de racolage. C'était leur propre initiative d'approcher une collectivité, «parce que j'ai trouvé que ça m'intéressait» ou «parce que je voudrais discuter, faire le contact d'autres points de vue, enrichir mes propres idées » comme disent souvent. Même certains qui ont eu l'expérience du racolage, subi ou pratiqué, ont reconnu ensuite que cette pratique «est non seulement ineffective ou inopérante mais aussi répugnante» en soulignant qu'aujourd'hui «les gens n'ont pas besoin de ce type de rapprochement afin de se politiser».

Mais quel est cet élément qui rend ces pratiques dépassées par la réalité même? Ce que nous avons constaté en discutant avec les militantes est que la raison du dédain de cette logique d'engagement «discipliné» et d'adhérence loyale et dévouée à un groupement politique est plutôt la multiplicité et le polythéisme des valeurs, des points de vue et des objectifs qui revêtent l'engagement politique de notre temps. Plus simplement, les militants

reconnaissent qu'il n'existe pas d'espace politique qui «offre des réponses à toutes les questions». Il s'agit d'une tendance nouvelle.

Au sein des groupements plus disciplinés et idéologiquement compacts, comme, au cas grec, le KKE par exemple, on exprimera très difficilement son désaccord avec «les positions et les objectifs stratégiques du parti», on admet cependant, comme le militant qui nous a parlé, qu'il y a toujours des différenciations ou des lacunes, toutefois en les limitant aux «sujets partiels ou secondaires» sans les expliciter plus loin. De toute façon, la tendance générale des interviewé(e)s était de trouver au moins un point critique où leur point de vue personnel diverge par rapport aux positions du groupement où participent. Nous avons constaté que presque personne ne s'est absolument identifié(e) avec les positions et le point de vue de son organisation. Dans la plupart des cas, souvent après une certaine insistance de notre part, les interviewé(e)s ont déclaré leurs désaccords et leurs divergences, plus ou moins concrètes et de façon explicite ou implicite. On pourrait condenser la qualité de leur engagement à une collectivité en une expression souvent entendue : «Je suis content(e) des positions et des objectifs du groupement ou je participe, pour le moment ».

L'émergence de ce type d'adhérence fragile est lié au développement de réseaux étendus de communication, d'interaction et d'échange d'idées et de conceptions, qui facilite le contact des militants avec une multiplicité de thématiques et d'approches diverses. Par conséquent, les collectivités s'ouvrent, élargissent leur répertoire et en même temps se rend difficile de monopoliser l'activité engagée des militants. Les frontières entre les groupements politiques collectifs se rendent plutôt poreuses, sans que ça signifie qu'il n'y a plus de lignes disjonctives. L'adhérence est peut-être fragile et «pour le moment » mais peu nombreux sont les militant(e)s qui s'engagent simultanément à plusieurs collectivités. Dans beaucoup de groupements, et notamment aux partis, l'engagement multiple d'un membre constitue un problème qu'on affronte souvent «de dissentiment, de gêne ou même de désarroi». Dans un seul cas, une militante était à la fois membre d'un parti et d'une organisation féministe indépendante, mais non sans rencontrer la méfiance de ses camarades de parti. Aux autres cas, l'engagement multiple ne concernait que des groupements «alternatifs » ou «indépendants », comme par exemple des organisations féministes, écologistes, des ONG, des associations pour les droits sociaux et contre les exclusions. Il semble que la flexibilité et la communication entre les collectivités de ce type sont plus élevées, contrairement aux groupements politiques et partisans traditionnellement clos, pesants et inflexibles. Malgré tout, on constate une volonté (ou bien un certain empressement) accrue d'acceptation ou même d'adoption des positions politiques variantes, ainsi qu'une tendance de coexistence et de coordination de points de vue divers, mais principalement dans le cadre d'une activité concrète, spécifique et thématique, comme par exemple les initiatives antiracistes.

Il paraît que les militants sont aujourd'hui moins subordonnés à la collectivité de leur appartenance et y entrent plutôt consciemment, cherchant à préserver leur propre autonomie et personnalité, défendant leurs propres choix et exprimant leur désaccord. Ces réflexions semblent se renforcer si on examine un autre paramètre, celui de la densité temporelle de l'occupation des militants au sein de leur collectivité politique, aussi bien que celui des relations et liaisons personnelles qui s'y développent

En règle générale, l'activité politique est une partie indissoluble de la vie des interviewé(e)s, «diffuse » et «inséparable », qui «traverse la vie en sa totalité ». Mais, l'activation au sein d'une collectivité, l'occupation concrète avec l'action politique collective, semblent plus autonomisées. L'occupation pratique se caractérise bien sur d'une fréquence élevée, qui ne se limite pas «aux 2 ou 3 rendez-vous de la semaine » mais s'étend à un

contact quotidien, sans toutefois être exclusive. Presque tous et toutes les interviewé(e)s ont souligné que leurs relations personnelles sont réparties de façon équilibrée entre la collectivité où appartiennent et aux autres espaces sociaux de leur vie (université, boulot, famille) en même temps qu'on essaie de mettre en balance le temps pur d'activité politique et le temps des activités sociales (études, travail), en préservant une partie considérable du temps en tant que « temps libre », consacré aux activités proprement personnelles.

Dans presque tous les cas, l'activation pratique au sein d'une collectivité se caractérise de discontinuités, de tensions et de lacunes, de périodes d'activité intense aussi bien que de périodes de retrait. C'est remarquable qu'on ne considère pas l'occupation avec l'action collective « imposée ou forcée » mais on l'envisage plutôt comme « une disposition personnelle et non pas obligatoire ». L'engagement représente une responsabilité vis-à-vis les choix, les orientations politiques personnelles et la collectivité, une responsabilité plutôt « morale, que personne ne crée ni impose » et « non pas au sens du devoir ». Bien sur, les traces d'un devoir politique ou même partisan sont souvent visibles. Malgré tout, nous ne pouvons pas qualifier de fortuit ou d'accidentel l'emploi fréquent par les interviewé(e)s des expressions comme « j'ai choisi » ou « c'est mon choix » quand on se réfère soit à l'activation au sein d'une collectivité soit au désir de « se distancier » et de garder du temps « pour eux-mêmes ».

II. Les procédures collectives. Les espaces de l'action, en dedans et en dehors des cadres institutionnels

Ensuite, nous examinons comment s'exprime la revendication de participation directe et équivalente au sein des groupements d'action collective. Il faut remarquer préalablement que la philosophie organisationnelle de plusieurs espaces politiques est régie de rigidité et de fermeté remarquables, propres aux modèles traditionnels de structuration fortement centralisée. Au sein de la gauche politique plus particulièrement, le dévouement aux formes d'organisation rigides et leur reproduction, en tant que continuation d'une certaine tradition léniniste, a profondément marqué la qualité des processus collectifs internes.

Alors, le principe organisationnel du « centralisme démocratique » reste toujours fondamental, tant au cas du KKE qu'au cas de groupements mineurs, partis habituellement, de la gauche extraparlamentaire, dite radicale. Les militants qui ont aujourd'hui ou ont eu au passé l'expérience de groupements pareils, soit concordant au principe déjà mentionné soit le critiquant, décrivent tous son fonctionnement de façon semblable : une structure pyramidale, fortement hiérarchisée, ou « les décisions se transfèrent par le sommet vers la base », la « ligne » politique se forme aux échelons hiérarchiquement supérieures (à la Comité Centrale ordinairement) tandis que les sections de base « ont la possibilité instituée d'intervenir, mais en réalité cette possibilité est annulée ».

Il s'agit d'un sache archaïque, marquant mais non pas précisément dominant le paysage grec contemporain d'action collective. S'il s'agit d'un héritage intense et de tout temps prédominant au cas grec, toutefois l'image actuelle se modifie considérablement. Le champ des mouvements sociaux représente souvent l'espace où les citoyens, et notamment les catégories de la population les plus intensément exclues par le champ de la politique, visent à redéfinir le sens de la citoyenneté, à travers l'exigence de participation libre et égale de tous à la gestion des choses publiques. En bref, on recherche et revendique au sein des espaces d'action collective la participation immédiate et sans exclusions qu'on ne trouve que rarement dans le cadre des processus politiques institués. Même au sein des organisations strictement

hiérarchisées que nous avons décrites plus haut, on trouve une dynamique d'exigence de participation plus immédiate et plus essentielle des militants de base, une qualité de participation « toujours à conquérir ». Qui plus est, la plupart des interviewé(e)s, en parlant de leur expérience de participation à une collectivité, ont parlé de « processus de démocratie directe » aboutissant à l'adoption collective d'une décision, d'une position politique ou même d'une action concrète. On peut y constater aussi le développement d'un « processus de débat », au travers des procédés collectives, des sessions plénières, des réunions des membres et des Assemblées Générales, où tous les membres ont un « rôle égal de principe ». Au sein des structures de ce type on établit une « culture de discussion » en même temps où, en ce qui concerne la prise de décisions, on recherche la concordance et le consentement le plus large possible, surtout au cas des collectivités mineures, sinon on s'efforce de laisser entendre, exprimer et empreindre les divergences éventuelles.

Bien évidemment, l'image n'est pas toujours idéale. Les interviewé(e)s ont dans leur majorité avoué que malgré les déclarations de principes et les intentions, on peut toujours constater la pénétration et le développement de mécanismes atypiques qui relativisent l'égalité des militants et la libre participation de tous. Souvent se forme une certaine hiérarchie qualifiée de « naturelle et non pas instituée » faisant avancer les plus « expérimentés », ceux qui « parlent mieux ou plus ». Ensuite, peu rare est l'exclusion indirecte de certaines catégories de militants, plutôt sous la forme d'une « non-participation indirecte » liée au discours et au comportement des militants pendant les processus collectifs. Ordinairement, à travers ces mécanismes atypiques on exclue de façon indirecte les femmes ou même les catégories plus « spécifiques », comme par exemple les homosexuels, ou les immigrants.

Nous rencontrons alors deux tendances, plutôt complémentaires qu'oppositionnelles. En premier lieu, on observe l'émergence d'une exigence vive et généralisée de participation égale et libre de tous aux processus collectifs directs et démocratiques. Il s'agit d'une demande de décentralisation organisationnelle, afin que les collectivités mineures de base préservent leur autonomie et fonctionnent sous un esprit d'autoorganisation et d'implication immédiate de tous les intéressés, en termes d'indépendance et non pas de subordination aux organes centrales suprêmes, éloignées de la base des militants. Parallèlement, on marque une tendance contrebalaçante : les militant(e)s semblent admettre que les principes déjà mentionnés peuvent opérer de façon plus ou moins absolue seulement aux processus et aux collectivités d'échelle mineure, tandis que se relativisent et « se contaminent » aux volumes plus grandes. Il y a alors une quête continue à préserver la participation égale et à affronter les exclusions indirectes et les hiérarchies atypiques éventuelles. Mais simultanément, on avoue la nécessité de procédures moins immédiates et plutôt représentatives, cependant sous le contrôle permanent de la base. Ainsi, les militants adhérents aux partis adoptent une approche critique vis-à-vis les structures centralisées et éloignées de la base « quand il n'y a pas de jonction directe avec la société » en ce qui concerne le discours et la structure du groupement où appartiennent et proposent « des processus collectifs de base plus ouverts et plus fréquents » ou même « n'acceptent pas les structures très rigides et hiérarchisées », défendant l'autonomie des sections de la jeunesse et critiquant le parti « quand s'appuie aux cadres du mécanisme partisan, tandis que les membres ne sont plus actifs et les militants n'ont pas de marges d'intervention ». Toutefois, cela ne signifie guère que les militants renient totalement ces structures : même aux groupements mineurs, il y a des organes centrales et représentatives, et la question de « si on peut exprimer un point de vue différent qui sera pris en compte » ou la question de la « communication entre les organes et les membres » restent toujours ouvertes.

C'est sur cette base que se forme une méfiance des militants à l'égard de la politique institutionnelle et des partis politiques, une méfiance étendue qui toutefois implique des nuances intéressantes. La négation absolue, condensée à l'expression « je ne pourrais pas adhérer à un parti, je ne crois pas à la logique de la représentation », constitue une petite minorité parmi les positions des interviewé(e)s. De l'autre part, les militants qui sont membres de partis plus ou moins grands semblent accoutumés avec l'opération et les processus internes des partis, « n'en ont peur », en gardant toutefois un point de vue critique sur la structure du parti et sur la logique et la pratique des institutions représentatives. Ainsi, par exemple, on souligne la nécessité d'une réforme des institutions et du système de représentation, puisque ne peuvent pas exprimer de façon satisfaisante la volonté du peuple et « la société civile qui se lève à travers les ONG et les mouvements sociaux » ou on trouve crucial que « la base populaire du parti soit active ».

Ensuite, les militants de groupements et d'organisations mineurs expriment souvent des réserves, liées à la qualité des « procédures internes » et de « l'opération et la structuration » des partis, et de façon encore plus intense quand il s'agit d'un parti « fortement hiérarchisé, qui ne permet pas de divergences et de dérives de la ligne centrale ». Leurs réserves sont vives en ce qui concerne les marges de participation et d'intervention des membres du parti à la définition des orientations générales et de l'action, en même temps qu'un parti semble parfois « immense », inflexible, oppressif et finalement éloigné et étranger aux yeux des interviewé(e)s. Malgré tout, les non adhérents aux partis « seraient éventuellement disposés à s'engager à un parti » afin de lutter et revendiquer à travers ses structures ou même seraient cédants et compromettants « s'il s'agissait d'une action massive et étendue ». En règle générale, l'adhérence à un parti n'est pas exclue, toutefois on pose cette éventualité sous négociation permanente, conformément aux conditions de participation que les militants cherchent à assurer. En tout cas, on constate qu'existe une communication vive entre les groupements partisans et non-partisans, parfois aboutissant à une action commune coordonnée. Quelques interviewé(e)s, provenant surtout d'organisations féministes et antiracistes, nous ont parlé de leur contact avec des partis politiques à travers de collaborations, conjoncturelles ou même à long terme, sur la base de questions et d'actions concrètes. Qui plus est, ces militant(e)s semblent préférer ce modèle de relation avec les partis : « je peux participer à la coordination des activités que le considère importantes en collaborant avec certains partis, mais sans y adhérer ».

Dans le champ de l'action collective, les partis et les mouvements sociaux représentent les deux pôles fortes d'un rapport qui se revitalisent réciproquement. Loin d'exclure les partis, on se doute parfois de leur rôle et de leurs objectifs. Alors, les interviewé(e)s qui s'activent au sein de partis, considèrent que le rapport des partis avec les mouvements sociaux doit être complémentaire, refusant, en premier lieu, d'attribuer aux partis un rôle « dominant », « hégémonique » ou « protagoniste » dans le cadre de l'action sociale collective. Plusieurs ont aussi signalé que leurs partis sont en train de se transformer considérablement, autant que forcément, grâce à leur contact avec les mouvements sociaux, adoptant parfois des positions plus radicales ou même atténuant la rigidité de leurs orientations idéologiques et enrichissant leur répertoire politique avec une série de nouvelles thématiques, comme la lutte antiraciste et antinationnaliste, l'écologie, le féminisme. Ce contact provoque une « ouverture » des partis vers la dynamique que représentent les mouvements sociaux, non seulement en termes de structures participatives internes mais aussi au niveau du discours et du répertoire revendicatif. En deuxième lieu, les interviewé(e)s non-adhérents aux partis trouvent, en règle

générale, la présence et l'activation des partis au sein des mouvements sociaux positive, sous la condition que l'intervention des partis n'annule pas l'autonomie des acteurs collectifs et ne s'approprie pas des processus revendicatifs collectifs en les intégrant totalement. Presque tous les interviewé(e)s ont constaté que «les partis ne se trouvent pas en dehors ou à la marge des mouvements». Par ailleurs, au cas grec, les partis ont, dans un degré considérable, opéré en tant que courroies de transmission d'une série de revendications et d'éléments nouveaux par le mouvement international des années récentes vers la réalité grecque.

Ainsi, les groupements partisans jouent un rôle à la fois dominant et ambivalent : D'une part admissibles en tant que composante essentielle du paysage mais simultanément sous réserve quand il s'agit de la sauvegarde de l'autonomie et de l'indépendance de l'action des acteurs sociaux. Le rapport entre les partis et les mouvements sociaux n'est pas à sens unique mais se caractérise d'une interaction intense.

Bien au contraire, on dirait que l'image est plus claire et simple en ce qui concerne le syndicalisme. Evidemment, on ne pourrait pas placer l'action syndicaliste purement et simplement au champ de la politique institutionnelle. Cependant, il faudrait souligner le caractère particulier de l'expérience syndicaliste grecque. La forte bureaucratisation des syndicats, l'écartement des délégués syndicaux par la base des travailleurs, la dépendance du syndicalisme par l'Etat ainsi que son incapacité d'agir de façon autonome, constituent un héritage qui détermine aujourd'hui largement l'attitude des militants envers l'action syndicaliste.

Ainsi, les interviewé(e)s, sans aucune exception, ont reconnu la nécessité de l'activité syndicale, également au sein des mouvements sociaux, toutefois aucun n'a exprimé de satisfaction particulière en ce qui concerne le modèle syndical actuel au pays. L'argument commun a été l'entrelacement, sinon l'identification, des syndicats et des partis : «l'intervention des partis aux syndicats est trop intense» ainsi que «la marge d'activité autonome des syndicats est très limitée». Un phénomène signalé même par les militants des trois grands partis de gauche. Un argument en plus était la bureaucratisation intense des processus syndicaux, «le syndicalisme bureaucratique et bureaucratisé», aussi bien que l'interpenetration, voire le rapport de dépendance, des syndicats avec l'Etat.

Cette image répulsive du syndicalisme n'est cependant synonyme d'un simple dédain de l'activité syndicale en sa totalité. Bien au contraire, les interviewé(e)s ont tous exprimé leur désir d'implication personnelle à l'action syndicale, mais posant toujours la question de l'indépendance mentionnée et définie soit en termes d'indépendance du groupement syndical par rapport au parti auquel se réfère soit au sens d'organisation «des syndicats totalement indépendants et de centres de lutte des travailleurs» sans aucun attachement, direct ou indirect, aux partis. La demande généralement exprimée était la réappropriation de l'activité syndicale et la participation des travailleurs directement impliqués aux processus syndicaux collectifs.

Les éléments décrits jusqu'ici expliquent peut-être le désir et la disposition des militants à participer aux formes «alternatives» d'activation et d'intervention sociales et politiques qui émergent, comme les ONG et les initiatives de citoyens au niveau local, de quartier ou d'arrondissement. En fait, beaucoup d'interviewé(e)s ont déjà participé au passé ou participent actuellement, et parallèlement à leur engagement actuel principal, aux ONG, en même temps que presque tous seraient prêts à participer aux initiatives et aux conseils de citoyens dans la région ou habitent. Mais avant d'essayer de définir la qualité et le sens de ce désir, il faudrait examiner sous quelles conditions ce désir est exprimé.

Alors, plusieurs ont déclaré que pourraient s'engager et s'occuper au sein d'une ONG, comme par exemple l'Amnistie Internationale ou les ONG pour les droits humains et les immigrants, toujours sous la condition que leur action autonome et indépendante soit assurée. Les réponses concernant les collectivités de citoyens au niveau local sont pareilles. En ce cas, on pose parfois le pressupposé de « démocratie et de participation directes » et autrefois on est prêt à accepter un modèle combinant « les Assemblées Générales et les institutions locales existantes » comme les conseils municipaux élus. Le point commun est l'exigence que ces initiatives se mettent en mouvement « par en bas » et qu'on assure l'implication immédiate des citoyens ainsi qu'un esprit d'autoorganisation. Face à l'absence et « l'exclusion de plus en plus intense des citoyens par le champ du politique institué » et par la gestion des choses publiques courantes, on trouve de plus en plus nécessaire l'établissement de « noyaux de participation et de démocratie immédiates » au quartier, à la faculté, au travail.

III. Les éléments qualitatifs d'un nouveau radicalisme et les formes de l'action

Quand nous avons posé aux interviewé(e)s la question du rapport entre les revendications immédiates et les objectifs à long terme, la réponse fixe était que « les deux sont inextricablement liés ». Au préalable, pour la grande majorité des militants, l'engagement s'inscrit aux cadres idéologiques plus larges qu'on adopte, soit en tant qu'individus soit au sein de la collectivité où on participe. Mais, en même temps les militants cherchent un équilibre entre leurs visions de transformation sociale et l'achèvement immédiat des demandes partielles.

En tout cas, les interviewé(e)s ont souligné que la majeure partie de l'activité a trait aux revendications immédiates. Plusieurs ont parlé analytiquement de leurs expériences personnelles de mobilisations concrètes, réussies ou non, alors qu'il faudrait que nous remarquions aussi l'emploi des termes « direct », « immédiat » et « concret » en maintes reprises dans la majorité et tout au long des entretiens. C'est également remarquable la référence répétitive aux objectifs immédiats et « réalisables aujourd'hui ». Cette préoccupation pour le concret se relie au désir de résultats visibles de l'action, de réalisation et compensation de l'activité assumée. Voilà pourquoi plusieurs ont lié les objectifs à court terme à l'élément positif de l'« efficacité ».

La recherche du concret se lie à une prise de conscience des limites des possibilités d'action politique et d'intervention, prenant en considération soit les conditions sociales plus générales soit les possibilités des collectivités et des organisations mêmes. Les grandes narrations et les visions de longue haleine peuvent exister en tant que cadre général, cependant ce qui détermine désormais l'action et l'intervention sociale est la quête de résultats, non seulement parce qu'on est conscient des limites mais aussi parce qu'on a le besoin « de réussir à faire des choses afin de se convaincre mais aussi afin de persuader les autres ». Il s'agit avant tout d'un besoin des militants eux-mêmes, puisque leur engagement n'est pas épuisé ni se contente de l'adoption et de la reproduction d'arguments de transformation globale de la société. Ce qui les convainc est moins une narration transcendante pour un modèle alternatif de société et plutôt la réalisation d'objectifs concrets à travers leur action directe. Bien sur, l'action s'inscrit toujours à une orientation plus générale, cependant l'élément critique paraît être non pas le dépôt des attentes à une réalité à venir mais la réalisation des cibles, même en échelle minimale, à l'horizon de temps immédiat. De toute façon, les objectifs et les conquêtes immédiates sont « le procureur, le goût des choses à venir ». Mais les victoires immédiates opèrent aussi positivement quand on s'adresse aux

parties plus larges de la société. «Les revendications directes fonctionnent très positivement vers les gens parce qu'il est plus facile les acquérir», le concret semble convaincre plus facilement les gens, facilitant l'approche de ceux qui ont un contact lâche avec les choses publics ou une politisation moins intense. Les revendications directes sont donc un moyen de communication, une manière de faire s'activer et finalement participer aux revendications plus ou moins larges plus de gens. Il paraît que ce que nous avons marqué plus tôt est en vigueur ici aussi: les grandes narrations touchent peut-être et fascinent toujours les gens, mais c'est plutôt la concrétisation et la réalisation des demandes immédiates qui mettent en mouvement et approvisionnent l'action collective.

On voit donc émerger, dans le cadre de l'expérience grecque aussi bien, une sorte de souci pragmatiste, non toujours volontaire mais souvent forcé, en conséquence des raisons que nous avons examinées. En définitive, la clef pour détecter les extensions de ce pragmatisme émergent est l'image composée par les luttes multiples, immédiates et concrètes exprimées et reprises par une multitude de groupements politiques. A la différence du modèle traditionnel, on manque aujourd'hui d'une vision souveraine, compacte et globale, mais c'est précisément la multiplicité des revendications et des propositions qui composent une orientation alternative, diffuse et polymorphe, de transformation sociale. A l'expression d'une autre militante: «tous ceux-ci, distinctement et ensemble, la question écologique, la question des femmes, des immigrants, de l'éducation et du travail, représentent une manière de construire une société différente».

Dans ce cadre, du radicalisme pragmatiste et de la complexité des valeurs, des arguments et des revendications, s'inscrivent les termes de l'action mais aussi du discours des mouvements sociaux. Ainsi, les formes d'action éprouvées et traditionnelles, c'est-à-dire la manifestation et la grève principalement, ne perdent pas leur importance mais ne suffisent plus. Egalement, en ce qui concerne les modes de s'adresser aux citoyens, les normes traditionnelles de discours, et surtout ladite «langue de bois», avec sa phraséologie particulière et son idiome stéréotype, qui constituait un code à la fois identitaire pour les membres des organisations et distinctif, est désormais au moins inefficace.

«La situation aujourd'hui est bien différente qu'avant 20 ans, actuellement on s'adresse à des personnes de points de vue politiques variés, diverses et multipliés». C'est cette complexité qui impose une variété pareille aux manières d'intervenir aux divers espaces sociaux. L'héritage des modes d'action éprouvés reste puissant et présente. Cependant, les interviewé(e)s soulignent que «dans le cadre des formes traditionnelles émergent des formes nouvelles, là on fait des choses qui différencient le caractère» de son intervention. Il ne s'agit pas d'une rupture verticale avec les pratiques antérieures, il s'agit plutôt d'un renouvellement qui intègre les éléments antérieurs en révélant, à côté de ceux-ci, des pratiques nouvelles. L'émergence des pratiques novatrices est plus difficile en Grèce, car là l'exemple traditionnel, la «pratique fixe, traditionnelle, typique de gauche», est encore très puissant. En effet, presque tous les interviewé(e)s se sont montrés ouverts à chaque forme d'action, cependant certains ont exprimé leur réserve envers des pratiques alternatives (comme par exemple les campagnes d'information, le happening, les fêtes dans la rue, l'activisme symbolique) ou ont avoué une certaine répugnance à s'impliquer aux mobilisations de ce type, démontrant une fermeture aux schémas plutôt traditionnels propres aux groupements auxquels s'engagent.

Ils n'est pas en outre fortuit que sont principalement les militants d'organisations féministes, écologistes, des associations pour les droits sociaux, qui avaient expérience des formes d'action alternatives : c'est normal parce que ces groupements adoptent souvent des

formes d'action pareilles, en partie «forcement, en raison de leur pointure limitée». Tous les interviewé(e)s ont cependant admis l'importance de l'articulation des formes traditionnelles avec nouvelles, considérées opératoires, incluant l'élément d'«efficacité», de «spontanéité», d'«immédiateté», qui peut regrouper et activer les gens, grâce à son degré élevé «de reflet et de retentissement» au corps social. Les nouvelles formes d'action s'imposent également par la réalité sociale ainsi que par la nécessité de communication, adoptées largement aujourd'hui au sein du paysage grec aussi, même par ces espaces politiques qui persistent plus aux normes plus traditionnelles. Pour l'expansion de cette tendance, un rôle important joue aussi le contact actuellement étendu avec les mouvements sociaux de l'extérieur, desquels on tire plusieurs éléments «positifs» qu'on intègre dans l'expérience collective grecque. Les diverses formes fonctionnent enfin de façon complémentaire.

On observe la même logique en ce qui concerne le discours. La tradition de «langue de bois», de texture stéréotype et pleine de références – clichées, stigmatisent toujours le discours de nombreux groupements politiques. Les traits d'un discours inflexible, l'unicité, l'opacité et la fixité, conformément à l'analyse éminente de Jacques Ion survivent dans nombreux cas. Malgré tout, sont désormais manifestes les limites et l'insuffisance de ce type de discours, ne plus correspondant à un champ social complexe et diversifié. Ainsi, le discours se relativise, se rend plus «tempéré», plus ouvert, employant des codes moins clos puisque souvent «la réalité même dépasse notre discours». Dans les cas où on adopte une cette approche, on produit un discours de capacité élevée de pénétration et de diffusion au corps social. Qui plus est, la plupart des magasins, des tracts, des textes et des affiches intègrent une esthétique différente, plus «moderne et multicolore», employant moins de mots d'ordre et adoptant des formulations moins fermes et absolues.

Une dernière question de cette thématique est le rôle attribué à la massivité et à l'action symbolique. Toutes les réponses des interviewé(e)s convergent à un point: «Aujourd'hui l'image joue un rôle critique, est fondamentale afin d'informer les gens et de créer un climat social». Le rôle central de la masse compacte du peuple semble reculer. «Je ne pourrais pas sous-estimer la question de la massivité, mais cela ne peut pas être le premier ni le prépondérant», celle-ci est la logique qui se développe. Respectivement à une philosophie émergente et concernant la formation des collectivités, selon laquelle «l'objectif principal n'est pas établir une organisation de maints membres», ainsi dans la pratique de l'action collective la massivité est certes souhaitable mais non précisément souveraine. La qualité de la masse change aussi: tandis qu'au passé il s'agissait d'une masse compacte, omnipotente, autant plus nombreuse que possible, qui intégrait absolument les individus, sous un esprit plutôt militariste que les militants les plus expérimentés peuvent reconnaître, maintenant la foule est «plus variée, versicolore et joyeuse» et la massivité est souhaitable principalement en tant que participation des citoyens, voire participation permanente. Le mesurage de forces est souvent le souci prépondérant, toutefois beaucoup sont les militants qui considèrent que «l'individu, l'unité dans la collectivité est très importante, il n'est pas toujours une question de chiffres».

Et si la multitude et la combativité sont demandées, c'est l'impact et l'intervention symbolique qui peuvent produire la massivité et le climat de participation des citoyens. Particulièrement au cas des organisations de potentiel minime, qui ne peuvent pas opérer de façon massive, on est plus accoutumé avec l'actions symboliques, puisque c'est plus efficace choisir des formes d'action peu exigeantes mais «fortement influentes». Il faut que nous marquions encore que l'accoutumance avec le champ médiatique, en tant qu'espace et moyen d'intervention symbolique, n'est pas toujours grande. Tout de même, la prise en conscience de

l'importance des interventions au champ médiatique et en général symbolique facilite et propage des initiatives pareilles. Un autre nouvel élément pour l'expérience grecque est un essai de créer des pôles d'information indépendante, comme par exemple les Indymedia. En tout cas, on vise toujours à un équilibre, puisque bien que la lutte symbolique opère en tant que « stimulus d'un réveil social », toutefois c'est possible que cette action soit réduite à un spectacle neutralisé qui, par conséquent, « contribuera à la passivité sociale au lieu de mobiliser ».

Pour conclure, un élément intéressant représente aussi le rapport entre l'intervention symbolique et l'action violente. Ainsi, la plupart considèrent que « le mouvement social constitue un état conflictuel », cependant on réduit le conflit principalement au niveau symbolique afin de le dissocier de la violence naturelle et de l'action violente en tant que fin en soi. La violence « n'est pas notre but mais un simple moyen », n'est pas le mode principal de revendication, « on n'intervient pas dans la société à travers la violence ». En règle générale, on considère que la violence dans une situation conflictuelle est ineffective et souvent décourage les gens au lieu de les regrouper. Pour cette raison précisément on pose des conditions claires en ce qui concerne l'emploi de violence: la violence est acceptée quand « se lance par la base des gens » impliqués à une mobilisation, quand elle est démocratiquement décidée, « concertée par une partie large de citoyens » et son caractère est plutôt « défensif », « compréhensible » et « justifiable ». On trace les limites d'une action conflictuelle éventuelle, afin d'assurer la combativité souhaitable qui peut propulser la revendication mais aussi pour qu'on évite la dégenérescence des mobilisations en pure violence naturelle, parce qu'en ce cas le contenu politique du conflit disparaît de sorte qu'on ne plus s'adresser aux citoyens écartés. Ces conditions désignent une culture conflictuelle relativement nouvelle pour la réalité grecque, de contenu plus symbolique, codifiée au terme « désobéissance civile ». Le terme a été diffusé et adopté à travers le contact avec des mouvements de l'extérieur et semble intégré aujourd'hui par la majorité des collectivités d'action collective en Grèce, cultivant un nouveau mode de conflit social, plus compatible avec les éléments morphologiques de l'action revendicative collective que nous avons déjà décrit.

IV. Degré d'ouverture des collectivités, hétérogénéité et synthèse

En ce qui concerne l'expérience grecque, les frontières entre les formations politiques et les espaces d'activation et d'intervention sociale ont traditionnellement été claires et imperméables. Cet héritage survit aujourd'hui, limitant les voies de contact et de communication entre les collectivités, en particulier au cas où l'identité idéologique collective est plus solide. Plusieurs militants avouent qu'au sein de leur groupement il y a une certaine fermeture. Une certaine « rigidité » mentionnée, reliée à la faiblesse ou à la répugnance des groupements à procéder à la coopération avec les autres, même au niveau primaire d'une action commune, à adhérer à des formations plus larges qui regroupent des collectivités et des courants différents, comme par exemple au Forum Social, et encore une « perplexité » ou souvent « préjugé » affichés face au mouvement international, en raison de sa composition hétérogène.

La plupart des interviewé(e)s adhérents de partis ont voulu se différencier, en tant qu'individus, de la « rigidité » qu'ont reconnu dans le groupement de leur appartenance, souvent soulignant que personnellement sont plus ouvert(e)s au contact avec des militants de courants et de collectivités différentes. Les militant(e)s de groupements mineurs, de répertoire « alternatif » et plus ouverts en coopérations, ont affiché une culture de coopération plus vive,

soulignant simultanément le problème des coopérations, surtout au sein de la gauche grecque: «chacun vise à préserver la pureté et l'intégrité de ses positions politiques».

Malgré tout, on observe également une dynamique de plus en plus manifeste d'établissement de collaborations plus larges et de réseaux de communication et de coordination, premièrement au niveau de l'action commune. Il s'agit bien sur d'une dynamique dictée aussi par l'évolution de la réalité sociale et politique, par la complexité et la multiplicité des enjeux. A la façon caractéristique d'une militante: «les fronts sont désormais multiples, non pas un seul... 20 ans avant on parlait des ouvriers et des patrons... maintenant l'économie s'est transformée, on pose des nouvelles questions sur la recherche et la production scientifique, la connaissance, l'information». Les transformations de la réalité sociale, économique et politique imposent aux groupements les plus fermés de s'ouvrir «au-delà de leur propre point de vue, se dégager de leurs préjugés analytiques». A ceci contribue essentiellement l'ouverture vers le mouvement international, en voie de formation aujourd'hui, et le contact avec la multiplicité des questions et des revendications que celui-ci pose. On change aussi «le mode de discuter», à travers l'établissement de réseaux de communication et d'échange d'opinions, souvent façonnant une culture de «rencontres ouvertes» avec des gens provenant d'espaces diverses, dans un processus de fermentation intense de perceptions et d'orientations communes. Au niveau de la pratique, plusieurs interviewé(e)s ont remarqué qu'aujourd'hui, avec assez de retard, «on a créé des groupements unitaires» et au sein de nombreuses collectivités émerge une culture selon laquelle «on recule en certaines choses afin de coopérer», un esprit très rare antérieurement.

Cette tendance semble affirmée par deux éléments supplémentaires: élargissement des enjeux sociaux au niveau supranational, via la procédure d'intégration européenne et via les procédures d'unification mondiale codifiées au terme conventionnel de mondialisation, mais aussi élargissement correspondant des mouvements sociaux, en termes d'orientations politico-idéologiques et d'étendue géographique. Ainsi, les groupements qui maintenaient déjà un contact avec les mouvements correspondants de l'extérieur, relativement faibles en Grèce, comme le mouvement écologiste, le mouvement féministe ou antiraciste, aujourd'hui paraissent participer à l'établissement et au développement de réseaux internationaux de communication et d'activité coordonnée, souvent ayant part aux initiatives au niveau institutionnel, comme par exemple à l'initiative pour un Parti Européen de gauche. A mesure que «l'Union Européenne transfère le centre de gravité à un niveau plus large et ouvre une série de nouveaux fronts» et «le capitalisme opère en réseaux au niveau mondial», même les groupements les plus enfermés s'ouvrent, «volontairement ou non», à la multiplicité des enjeux et vers un modèle de regroupements politiques multiforme, afin d'éviter l'isolement. Cette ouverture implique aussi l'adoption et l'intégration de nouveaux éléments à la culture grecque d'action collective, comme la multiplicité de pair avec une dynamique unitaire.